

Je vais voter!



**DANS CE NUMÉRO:**  
AFFICHE SUR COMMENT VOTER :  
DOCUMENT DÉTACHABLE >> AU  
CENTRE  
AIDE AUX CAMIONNEURS  
PALESTINIENS >> PAGE 2  
LOCK-OUT DÉCRÉTÉ PAR L'OLG EN  
RAISON DES PENSIONS  
>> PAGE 4

VOLUME 3, NO.20

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

8 OCTOBRE 2015



# uniforum



## Allez voter, les enjeux de cette élection sont élevés

C'est un moment tant attendu pour les Canadiennes et Canadiens progressistes, c'est enfin l'occasion de voter contre le gouvernement Harper.

« Ce gouvernement s'en est pris à tout ce que la population canadienne a chéri depuis longtemps, qu'il s'agisse des soins de santé, aux pensions ou aux droits des travailleuses et travailleurs », a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« Nous avons la chance le 19 octobre de stopper ce gouvernement et son programme destructeur. »

Unifor a joué un rôle actif dans cette élection en appuyant les candidates et candidats néodémocrates, ainsi que ceux ayant la plus grande probabilité de défaire le candidat conservateur local.

« Nous ne disons pas à nos membres pour qui voter, mais nous nous assurons qu'ils connaissent les enjeux et à quel point le gouvernement Harper a porté atteinte au pays », a

L'avenir des soins de santé au Canada est en jeu lors des élections du 19 octobre. Le gouvernement Harper souhaite couper le financement des soins de santé. Allez voter pour garantir que cela ne se produira pas.

## Discussion autour des enjeux des femmes

Lorsque les chefs des partis fédéraux ont refusé de débattre sur les questions touchant la condition féminine pendant la campagne électorale, les organisatrices du débat proposé, y compris Unifor, ont changé de vitesse et trouvé une nouvelle manière d'obliger les chefs à en discuter.

Cela a donné lieu à une série  
**>> Suite à la page 2**

## Partenariat transpacifique : Harper élimine des emplois

Unifor a dénoncé les conservateurs de Harper pour avoir signé l'accord du Partenariat transpacifique qui risque de faire perdre 20 000 emplois dans le secteur automobile au Canada et porter atteinte au secteur de la transformation laitière, à un moment où il est censé être un gouvernement qui se soucie de sa population.

Les conservateurs de Harper ont annoncé le 5 octobre qu'un accord a été conclu entre les 12 pays membres du Partenariat

transpacifique.

« Cet accord commercial aura un impact important sur le Canada. Il va remplacer l'ALENA, notre relation commerciale la plus importante. Tous les signes indiquent que le Partenariat transpacifique présente une menace considérable aux emplois bien rémunérés au Canada », a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

Unifor a exprimé sa consternation lorsque les conservateurs de Harper

**>> Suite à la page 3**

**>> Suite à la page 3**

## Ratifications

### Section locale 2000, Times- Colonist

Les membres de la section locale 2000 d'Unifor au Times-Colonist, le quotidien de Victoria, ont ratifié une nouvelle convention collective de quatre ans sans concessions qui comprend des hausses salariales modestes après la première année.

Une hausse des indemnités de départ est prévue à raison d'une semaine pour chaque cinq mois de service, et le paiement maximal est augmenté à 45 semaines. Les avantages sociaux, comme l'allocation pour achat de chaussures et le remboursement des frais de physiothérapie, ont aussi été bonifiés.

La convention collective est rétroactive au début de 2015 et expire le 1er janvier 2019. Unifor représente les opérateurs et compositeurs de presse au quotidien.



**UNIFOR**  
theUnion | lesyndicat

### UNIFORUM

Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

#### Uniforum

Service des communications d'Unifor  
205 Placer Court, 5e étage  
Toronto (Ontario) M5H 3H9  
1-800-268-5763

[communications@unifor.org](mailto:communications@unifor.org)

[www.unifor.org](http://www.unifor.org)

## Unifor aide les camionneurs palestiniens

Le secrétaire-trésorier d'Unifor, Peter Kennedy, a participé à une récente délégation en Israël et en Palestine pour venir en aide aux camionneurs palestiniens qui doivent souvent attendre plusieurs heures à la frontière à Irtah, entre la Palestine et Israël, en raison de l'occupation israélienne.

« Ils peuvent attendre une heure, deux heures, huit heures, seulement pour se faire dire de revenir le lendemain », a expliqué Peter Kennedy.

« Tout est arbitraire. » Peter Kennedy a visité la frontière dans le cadre d'une délégation de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT) le mois dernier. Il a observé que la seule partie ombragée à la frontière, où les températures atteignent souvent plus de 30 degrés Celsius, se trouve dans une

petite cafétéria au site où Unifor fournit de l'aide.

Alors que les camionneurs israéliens peuvent franchir la frontière, les camionneurs palestiniens ne le peuvent pas et doivent attendre de déplacer leur chargement à des camions de l'autre côté de la frontière.

La cafétéria qu'Unifor a soutenue par le biais du Fonds de justice sociale depuis 2010 vise à fournir un certain confort pendant qu'ils attendent.

« Cela a un impact direct dans leur vie », a déclaré Peter Kennedy, le seul Canadien participant à la délégation. « C'était très touchant de voir ce que cela signifie pour eux. »

À la suite de la visite, Unifor et la FIOT se sont engagés à agrandir la cafétéria qui sert entre 200 et 300 camionneurs tous les jours.

Unifor et la FIOT vont aussi



Une cafétéria pour les camionneurs palestiniens.

travailler avec des sections locales pour augmenter jusqu'à 50 p. cent (aujourd'hui 30 p. cent) le volume de chargement transféré aux camions conduits par des Palestiniens, et pour mettre sur pied une délégation de jeunes travailleurs dans la région. Peter Kennedy a noté que la moitié de la population en Palestine est âgée de moins de 25 ans.

### >> Suite de "Discussion autour des enjeux..." on page 1

d'entrevues filmées avec les chefs de parti, menées par la journaliste montréalaise et féministe bien connue, Francine Pelletier.

Lors d'un événement ayant eu lieu le 21 septembre mis sur pied par 175 organisations, des clips des vidéos ont été présentés, avec deux panels de commentatrices modérés par la journaliste Laura Payton du magazine Macleans.

Le premier panel était formé de la directrice exécutive des Centres de santé communautaire de Toronto, Angela Robertson, de la militante en matière d'engagement citoyen, Alejandra Bravo, de l'avocate autochtone, Katherine Hensel, de la chercheuse au Centre canadien de politiques alternatives, Kate McInturff. Elles ont critiqué les entrevues des chefs et se sont attaqués à un éventail de sujets comme la pauvreté, le logement abordable, les salaires décents, le racisme,



L'initiative « Place au débat » a été lancée parce qu'il n'y a pas eu de débat sur les questions touchant les femmes depuis 1984.

l'accès aux services d'avortement, les services de garde, les femmes autochtones disparues et assassinées, le sexisme et le harcèlement sexuel, notamment à la Chambre des communes.

Le second panel a réuni la journaliste politique Althia Raj du Huffington Post et la journaliste en matière de justice sociale, Laurie

Monsebraaten, du Toronto Star. Elles ont comparé les plateformes des partis et leurs diverses annonces.

Pour obtenir de plus amples renseignements : [upfordebate.ca/campaign-news](http://upfordebate.ca/campaign-news), et suivez le mot-clic #UpforDebate ou @UpforDebate.

>> Suite de "Allez voter..."  
on page 1

affirmé Roland Kiehne, directeur du Service de la mobilisation des membres et de l'action politique chez Unifor.

Roland Kiehne encourage les membres d'Unifor à voter lors des élections anticipées pendant la fin de semaine de l'Action de grâce. De cette manière, les membres peuvent être sûrs qu'il n'y aura pas de problème de dernière minute le 19 octobre les empêchant d'exprimer leur voix.

« Voter par anticipation vous laisse disponible aussi pour faire sortir le vote pour votre candidat le jour de l'élection, c'est l'un des rôles les plus importants que vous pouvez jouer dans une élection. »

Une affiche détachable incluse dans l'infolettre de cette semaine fournit toutes les informations



Unifor a insisté sur l'importance des emplois de qualité pendant la campagne électorale actuelle et a mis en évidence le bilan lamentable du gouvernement Harper sur cette question.

dont vous avez besoin pour aller voter, les heures des bureaux de vote dans chaque fuseau horaire, les informations sur le vote par anticipation et les coordonnées d'Élections Canada pour obtenir de plus amples renseignements.

Unifor a contribué au débat pendant cette campagne électorale, notamment en identifiant les menaces que représentent les négociations du Partenariat transpacifique sur le secteur automobile.

Les économistes d'Unifor, Jim Stanford et Jordan Brennan, ont aussi diffusé un document révélant à quel point Stephen Harper a été le pire premier ministre en matière de gestion économique depuis la Deuxième Guerre mondiale.

>> Suite de "Partenariat transpacifique..." on page 1

ont accepté une élimination progressive sur cinq ans des droits tarifaires sur les importations de véhicules de passagers, alors que des rapports indiquent que les Américains ont réussi à conclure une entente avec le Japon permettant une élimination progressive de leurs droits tarifaires sur une période d'au moins 20 ans.

Très peu de détails sur le Partenariat transpacifique ont été diffusés. Toutefois, il est clair que des réductions draconiennes aux règles de contenu ont été acceptées. Le contenu requis des véhicules a été réduit à 45 p. cent (par rapport à 62,5 p. cent en vertu des dispositions actuelles de l'ALENA). Dans le secteur des pièces automobiles, le seuil moyen de contenu sera encore plus bas (par rapport à 60 p. cent en vertu de l'ALENA); les documents du gouvernement fédéral n'ont pas

diffusé encore l'ensemble complet de règles au sujet des pièces automobiles.

« Il est scandaleux que les conservateurs de Harper aient signé un accord permettant que la majorité du contenu d'une automobile soit fabriquée en Chine et puisse ensuite être livrée au Canada sans droits tarifaires », a déclaré Jerry Dias.

Unifor estime que cet accord représente une perte potentielle de près du cinquième de contenu à valeur ajoutée d'un véhicule typique, par la relocalisation non seulement à l'extérieur de l'Amérique du Nord, mais carrément à l'extérieur de la zone du Partenariat transpacifique.

Unifor a aussi exprimé ses préoccupations au sujet d'autres aspects du Partenariat transpacifique, dont les importantes concessions aux offices de commercialisation des produits laitiers et de la volaille.

## Un sondage révèle un solide appui pour le CRTC et la CBC

Un récent sondage financé en partie par Unifor révèle que les Canadiens font confiance au CRTC pour protéger la télévision canadienne.

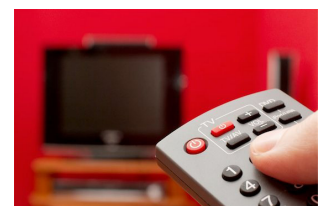
« Le président actuel du CRTC a adopté le programme du gouvernement Harper comme s'il était le sien, bien que le Conseil est censé être indépendant de toute ingérence politique », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« Est-ce que les petites stations vont s'éteindre la semaine prochaine? Je ne le sais pas. Si c'est le cas, les électeurs sauront qui blâmer, et ce ne sera certainement pas un bureaucrate anonyme à Ottawa. »

Unifor représente les travailleuses et travailleurs des stations de télévision locale au Canada. Les décisions du CRTC sous le gouvernement Harper ont porté atteinte à la télévision locale. Le sondage mené par la firme

Nanos, financé par Unifor, les Amis de la radiodiffusion canadienne et l'ACTRA, révèle que 92 p. cent des personnes interrogées sont d'accord ou en partie d'accord avec l'énoncé que « les nouvelles diffusées par la télévision locale sont utiles pour moi », alors que 85 p. cent ne sont pas d'accord ou peu d'accord avec l'énoncé : « Cela m'est égal si la diffusion de nouvelles locales à la télévision n'était plus disponible pour moi. »

Le sondage a aussi révélé un appui solide pour la CBC/SRC, alors que 86 p. cent des répondants ont mentionné qu'ils aviseraient leur député de voter en faveur de l'augmentation ou du maintien du financement à la CBC/SRC



UNIFOR

Je vais voter!



**DANS CE NUMÉRO** Les Canadiennes et Canadiens vont voter le 19 octobre pour choisir un nouveau gouvernement libéral, alors Uniforum se penche sur les enjeux électoraux, des emplois jusqu'au Partenariat transpacifique en passant par les questions touchant les femmes et le secteur de la télévision. N'oubliez pas d'aller voter.

## Les travailleurs en lock-out à la Société des loteries et jeux de l'Ontario manifestent pour envoyer un message à la première ministre

Les travailleuses et travailleurs en lock-out à la Société des loteries et jeux de l'Ontario (OLG), membres à l'emploi du casino de Sudbury Downs, du casino de Brantford et de l'hippodrome Woodbine, ont réussi à fermer l'hippodrome Woodbine, avec l'aide de partisans, à Toronto le 2 octobre, en bloquant toutes les entrées de cette installation de jeux populaire.

« Nous sommes ici pour transmettre un message clair à la première ministre Kathleen Wynne et à l'OLG de revenir à la table de négociation et négocier avec nos membres », a affirmé Bob Orr, adjoint au secrétaire-

trésorier d'Unifor. « Les affaires ne peuvent pas rouler comme d'habitude lorsque vous placez en lock-out tous les travailleurs qui assurent la rentabilité de ces sites, en leur refusant d'avoir leur mot à dire dans leur propre sécurité de revenu à la retraite. »

Dans le cadre du « plan de modernisation » de l'OLG, appuyé par le gouvernement de Kathleen Wynne, la sécurité de retraite de plus de 1 000 membres d'Unifor est en jeu. En vertu du plan, les employés de l'OLG ne sont plus admissibles à leur régime de pension actuel, mais l'OLG refuse de négocier les conditions d'un nouveau régime de retraite



**Les travailleuses et travailleurs de trois casinos de la Société des loteries et jeux de l'Ontario ont été placés en lock-out le 19 septembre en raison d'un conflit sur les pensions.**

et a décrété un lock-out de ses travailleuses et travailleurs.

« La première ministre Wynne prétend être la championne de la sécurité de revenu à la retraite, et pourtant elle et son gouvernement ferment les yeux alors que leur programme de privatisation menace la sécurité de retraite des travailleuses et travailleurs de l'OLG », a affirmé Bob Orr.

Les employés ont été placés en lock-out le 19 septembre. Une

manifestation précédente a eu lieu le 24 septembre.

« Nous constatons beaucoup d'appui de la part du public, et lorsqu'ils vont connaître ce qui se passe, la plupart des patrons vont changer d'avis », a affirmé Joyce Boreman placée en lock-out par le casino de l'OLG à Brantford.

« On entend que la première ministre parle de l'importance des pensions, mais derrière des portes closes, elle leur retire. »